

L'Étoile du Lac

Devant les hôpitaux de la région: un mur humain contre Optilab

Sabrina Malaison redaction.saguenay@tc.tc

Publié le 30 mars 2017



Les technologistes se sont dressés contre le projet Optilab.

©Photo: TC Media-Sabrina Malaison

OPPOSITION. Plusieurs technologistes médicaux des centres hospitaliers du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont dressé ce midi des murs humains, afin de s'opposer à l'instauration d'Optilab, dès le premier avril.

Du côté de Chicoutimi, une trentaine d'employés tenait la ligne devant les laboratoires avec des affiches malgré le vent froid pour envoyer le message au ministre Barrette qu'Optilab ne passe pas. D'autres allaient les relayer plus tard sur l'heure du dîner. C'était le même scénario à Alma, Dolbeau-Mistassini, Jonquière et La Baie.



Le même scénario se produisait aussi du côté d'AlmaPhoto: TC Media-France Paradis

Deux d'entre eux, Véronique Lapointe et Sabrina Pageau, ont exprimé leur désaccord au projet.



Les technologistes Véronique Lapointe et Sabrina Pageau.Photo: TC Media-Sabrina Malaison

« Ça va trop vite, on n'est pas prêt encore à recevoir Optilab, il gouvernement doit mettre la pédale douce. On doit défendre nos emplois et la qualité des services donnés aux patients. »

Les nombreux changements qui s'effectuent dans le milieu en inquiètent plusieurs, dont les stagiaires Jordan Simard et Pascal Tremblay.



Les stagiaires Jordan Simard et Pascal Tremblay. Photo: TC Media-Sabrina Malaison

« Ça nous fait peur un peu, une centralisation pour les emplois, il peut y avoir des pertes de poste même à Chicoutimi. On aimerait ça rester ici, mais si on n'a pas le choix, il va falloir envisager de partir. »

L'APTS se manifeste

La porte-parole régionale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Lynn Brie, a indiqué que l'implantation d'Optilab n'est pas nécessaire. Elle a rappelé, entre autres, que le docteur Barrette a dit à plusieurs reprises qu'aucune économie ne serait faite dans les régions avec le projet.

« Pourquoi l'implanter alors que ça fonctionne déjà dans le milieu, les résultats sortent bien, les médecins sont contents, la population reçoit des services de proximité. Docteur Barrette vous allez frapper un mur. »

Rappelons que c'est une centralisation des analyses d'échantillons notamment d'urine, de sang et de bactéries qui seront faites dorénavant à Chicoutimi. Les laboratoires associés devront en transférer non plus environ 10%, mais 70%, un scénario difficilement gérable, selon elle.

« Certains spécimens prennent des conditions particulières pour assurer leur viabilité. En les mettant sur la route et en augmentant les manipulations, il va y avoir plus de risques de les endommager. Ça peut compromettre la santé des patients qui ont besoin d'analyses d'urgentes selon leur état. »



La responsable politique de l'APTS en région, Lynn Brie, soutenant ses collègues du côté de Chicoutimi. Photo: TC Media-Sabrina Malaison

Impacts sur les employés

D'ailleurs, l'instauration de ces nouvelles mesures a déjà des impacts sur le moral des salariés, mais aussi sur l'intérêt des futurs technologistes, ajoute cette dernière.

« Il y a des jeunes salariés qui viennent de commencer à travailler et songent déjà à se réorienter, on remarque aussi beaucoup de détresse psychologique, d'anxiété et de stress dans nos laboratoires. »

Plus tôt cette semaine, le premier ministre, Philippe Couillard, a écarté l'idée d'un moratoire, mais s'est dit ouvert à revoir le dossier. La porte-parole de l'APTS se dit prête à des rencontres, si le gouvernement propose un plan b. Si rien ne bouge en date du premier avril, le syndicat continuera de mettre de la pression.